

# **ÉTAT DES RÉALISATIONS AXÉ SUR LES RÉSULTATS**

**mise en oeuvre de l'article 41 de la  
*Loi sur les langues officielles*  
2004-2005**

**Condition féminine Canada**

## Table des matières

Renseignements généraux .....	3
Grandes lignes du Plan d'action .....	4
Sommaire des principaux résultats atteints en 2004-2005 .....	7
Sensibilisation.....	7
Consultations .....	7
Communications .....	8
Coordination et liaison .....	8
Financement et prestation des programmes .....	9
Reddition de comptes .....	10
Plan de communication .....	10
Signatures .....	11
Annexes .....	12
1.- Acronymes et abréviations	
2.- État des réalisations détaillé	
3.- Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	
4.- Initiatives nécessitant une participation importante de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	

## Renseignements généraux

<b>Condition féminine Canada</b>	<p>Édifice MacDonald          123, rue Slater, 10<sup>e</sup> étage          Ottawa (Ontario)          K1P 1H9          (<a href="http://www.swc-cfc.gc.ca">http://www.swc-cfc.gc.ca</a>)</p>
Ministre responsable :	<b>L'honorable Liza Frulla, c.p., députée</b>
Haut fonctionnaire responsable de la mise en oeuvre de la Partie VII de la <i>LLO</i> :	<p><b>Florence Ievers</b>          Coordonnatrice          Condition féminine Canada</p>
Mandat :	<p>Condition féminine Canada (CFC) est l'organisme fédéral responsable de promouvoir l'égalité entre les sexes et d'assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. Le travail de CFC est axé sur trois domaines : améliorer le bien-être et l'autonomie économiques des femmes, éliminer la violence systémique à l'endroit des femmes et des enfants, promouvoir les droits humains des femmes.</p>
Coordonnatrice nationale responsable de la mise en oeuvre de l'article 41 :	<p>Jeannine Chauvette          Agente de politique et de planification p.i.          Analyse et élaboration du programme          Programme de promotion de la femme et Opérations régionales          Courriel : <a href="mailto:jeannine.chauvette@swc-cfc.gc.ca">jeannine.chauvette@swc-cfc.gc.ca</a></p>

## Grandes lignes du Plan d'action

Dans le cadre de son plan pluriannuel (2003-2006), ([http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/ola/index\\_f.html](http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/ola/index_f.html)), CFC s'est engagé à accroître la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire, à favoriser leur développement et à encourager la reconnaissance et l'utilisation à la fois du français et de l'anglais dans la société canadienne. CFC a un rôle important à jouer afin d'aider les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire à contribuer pleinement au développement de leurs communautés respectives et à participer, au même titre que les hommes, aux processus et aux activités qui façonnent leur vie à l'intérieur de ces communautés et dans l'ensemble de la société canadienne. CFC appuie les efforts des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire en leur fournissant des services professionnels et une aide financière, des outils de recherche stratégique et des documents de promotion dans le but de faciliter leur participation aux efforts déployés en faveur de l'égalité entre les sexes aux échelons local, régional et national.

C'est avec plaisir que CFC rend compte de ses réalisations pour l'exercice 2004-2005 en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

Les principaux éléments du Plan d'action sont désignés ci-après :

### ***Besoins des collectivités :***

CFC continue de suivre et de recenser les besoins des femmes et des organisations de langue officielle en situation minoritaire à l'aide de différents mécanismes de consultation.

Les principaux besoins identifiés dans les collectivités sont les suivants :

- **Accès aux programmes, aux services et à l'information du gouvernement :** accès aux programmes et services sociaux et de santé, information sur les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux pertinents, ressources pour les activités courantes et les initiatives spéciales, et documents d'information (p. ex.. rapports, outils, publications de recherche).
- **Soutien financier, matériel, professionnel et au développement social :** aide au développement social, notamment des services professionnels et de l'aide financière à leurs efforts pour se pencher sur leurs enjeux.
- **Participation accrue dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire et au mouvement pour l'égalité des femmes :** afin de devenir des participantes actives à part entière dans leurs communautés et au mouvement pour l'égalité des femmes aux échelons local, régional et national.
- **Possibilités de participer au processus d'élaboration des politiques gouvernementales :** reconnaissance accrue, par les ministères et les organismes, de la présence des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire, ainsi que des réalités et des enjeux qui affectent ces dernières, et des mécanismes visant à faciliter leur participation au processus d'élaboration des politiques gouvernementales.

## ***Principales mesures***

Le Plan d'action de CFC désignait quatre mesures principales, qui servent de stratégies en réponse aux besoins communs recensés des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire :

- Fournir de l'aide au développement social aux groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et financer des activités qui cadrent avec les critères et les priorités du Programme de promotion de la femme.
- Promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques aux niveaux local, régional, national et international.
- Encourager la participation des femmes et des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux activités de CFC qui portent sur la recherche en matière de politiques.
- Promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, Journée de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et favoriser une plus grande participation de leur part.

## ***Résultats escomptés***

Le Plan d'action désigne trois résultats prévus :

1. Amélioration de la capacité organisationnelle des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire
2. Processus plus inclusif d'élaboration des politiques gouvernementales
3. Rôle actif et pleine participation des femmes et des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans leurs communautés et au mouvement pour l'égalité des femmes

Dans le cadre de ses efforts de mise en oeuvre de la *Loi sur les langues officielles*, CFC a pris des mesures pour donner une nouvelle orientation à son Plan d'action de 2003-2006 afin de rendre compte des principes qui sous-tendent *Des résultats pour les Canadiens et les Canadiennes*.

([http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/res\\_can/rc\\_f.asp](http://publiservice.tbs-sct.gc.ca/res_can/rc_f.asp)).

Cette nouvelle orientation vise à faciliter le recours à une approche plus coordonnée des mesures prises par les différentes directions dans la mise en oeuvre de l'engagement de CFC à l'égard de la *Loi sur les langues officielles* et à aider CFC à cibler ses efforts au-delà des activités pour viser des résultats concrets et pertinents.

Pour faciliter cette transition vers une orientation axée sur les résultats, CFC a entrepris différentes activités au cours de l'année visée par le présent rapport. Patrimoine canadien a mis à notre disposition un nouvel outil de mesure de rendement pour recueillir les principaux résultats atteints. Cet outil utilisé par les différentes directions lors de la collecte d'information a facilité la préparation de notre état des réalisations 2004-2005. Les quatre mesures principales du Plan d'action 2003-2006 de CFC se reflètent dans les six catégories suggérées par Patrimoine canadien.

Les pages suivantes présentent le sommaire des principaux résultats dans ce nouveau format selon les catégories d'interventions proposées : sensibilisation, consultations, communications, coordination et liaison, financement et prestation de programmes, reddition de comptes.

## Sommaire des principaux résultats atteints en 2004-2005

### Sensibilisation

Dans le cadre du plan d'action pluriannuel, la haute gestion a été sensibilisée à l'importance de viser des résultats concrets et d'assumer le leadership de la mise en œuvre du plan. Les personnes responsables des dossiers liés aux langues officielles de chaque direction ont eu l'occasion de participer à différentes activités organisées entre autres par CFC et Patrimoine canadien. De plus, elles ont reçu des outils destinés à faciliter leur travail notamment un outil de mesure du rendement. CFC a noté une augmentation de l'intérêt et de la participation du personnel aux activités reliées aux langues officielles pouvant être attribué au fait que les employées et employés de CFC possèdent maintenant une plus grande connaissance des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de la *Loi sur les langues officielles* particulièrement des implications de l'article 41.

### Consultations

Le plan triennal (2003-2006) de CFC tient compte de son mandat et des priorités établies à la suite de consultations menées auprès des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Dans la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, CFC suit les principes de l'inclusion et du respect de la diversité. Cette approche aide CFC à aborder de façon systématique l'examen des propositions à la lumière des perspectives de participation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des incidences sur ces dernières. De plus, CFC tente de s'assurer que les discussions avec les intervenantes et les intervenants tiennent compte des enjeux et des besoins des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Des efforts soutenus ont été fournis afin de favoriser la collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes de communautés de langue officielle en situation minoritaire. CFC a inclus les groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire lors de ses consultations et a encouragé ses partenaires à en faire autant. Des consultations informelles en région et au niveau national ont permis au personnel de CFC d'approfondir sa compréhension des préoccupations des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. CFC a aussi développé des mécanismes de communication soutenue avec les organisations représentant ces femmes dans certaines régions.

Par exemple, lors du processus régional de planification stratégique, les réalités et les priorités des femmes francophones en situation minoritaire qui vivent en Colombie-Britannique et au Yukon ont été abordées et soulignées de façon explicite. Dans la région de l'Atlantique, CFC a continué à surveiller le niveau de représentation des femmes francophones au sein des groupes de femmes car CFC désire s'assurer qu'elles soient incluses dans les secteurs de préoccupation communs et participent à l'élaboration de politiques stratégiques. Dans la région du Québec et du Nunavut, CFC a fait un effort pour réunir les groupes de femmes anglophones et francophones afin qu'elles puissent travailler en partenariat.

## **Communications**

CFC a encouragé une plus grande participation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire et de leurs organisations aux activités de commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes. Divers produits de communication bilingues créés pour des activités spéciales, comme la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » ont été envoyés aux personnes et aux organisations inscrites sur les listes d'envoi de CFC.

CFC a continué de veiller à ce que toutes les intervenantes et tous les intervenants aient accès à l'ensemble des rapports de recherche stratégique financés par le Fonds de recherche en matière de politiques (FRP). Ces rapports de recherche ont été distribués aux ministres et aux fonctionnaires fédéraux et provinciaux, aux bureaux régionaux de CFC, à d'autres personnes, aux organismes de recherche et aux groupes de femmes ciblés, notamment aux organisations de langue officielle en situation minoritaire.

Les employées et employés de CFC participent de façon régulière aux activités organisées par les communautés de langue officielle en situation minoritaire et distribuent les informations dans les deux langues officielles.

CFC a également encouragé la participation des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire à ses conférences sur l'Analyse comparative entre les sexes. Cette expérience leur a permis d'être mieux outillées pour analyser les politiques qui les touchent particulièrement.

## **Coordination et liaison**

Des représentantes de CFC continuent de siéger à divers comités interministériels qui offrent un appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire, particulièrement les Conseils fédéraux et le comité interministériel de Patrimoine canadien sur la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Elles peuvent ainsi s'assurer que les discussions et les considérations stratégiques tiennent compte des enjeux et des priorités des femmes, notamment des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

CFC a remarqué une collaboration accrue de multiples partenaires en vue de répondre aux priorités des communautés de langue officielle en situation minoritaire en région. Un effort particulier a été fait pour encourager le réseautage des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans la région des Prairies. En Atlantique, le travail effectué l'an passé auprès de femmes francophones et acadiennes a, sans aucun doute, contribué au succès du Sommet des femmes 2004 qui a eu lieu en août 2004 dans le cadre du 3<sup>ième</sup> Congrès mondial acadien.

De plus, la coordonnatrice de CFC a agi à titre de championne des langues officielles et a participé à la réunion annuelle des champions ministériels des langues officielles. CFC a aussi été représenté à la Conférence conjointe, édition 2005 des Champions des langues officielles et au comité de révision des projets du programme d'Innovation des langues officielles. La coordonnatrice continue à s'assurer que le processus décisionnel de CFC tient compte des obligations en matière de langue officielle.



## Financement et prestation des programmes

Dans le cadre de l'exercice financier 2004-2005, CFC a subventionné treize organisations des communautés de langue officielle en situation minoritaire dont cinq nouveaux groupes clients pour un montant de 731 063\$. Neuf autres groupes ont aussi reçu du financement dans le cadre d'initiatives tenant compte des besoins et des enjeux des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire. La liste de ces subventions se trouve en annexe du présent document.

CFC a investi pour améliorer la capacité organisationnelle, faciliter les changements institutionnels et promouvoir des processus inclusifs d'élaboration des politiques gouvernementales pour que les femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aient un plus grand accès aux aspects politiques, sociaux et culturels de la société canadienne et y participent activement.

CFC a aussi offert des services professionnels (p. ex. création de liens entre les groupes, facilitation de l'accès des groupes à divers secteurs du gouvernement, accès aux ressources et aux outils, etc.) aux groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

Les exemples suivants illustrent les types d'aide financière et de services professionnels offerts. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la liste des subventions en annexe.

- L'établissement de relations de travail soutenues avec Patrimoine canadien pour coordonner les efforts visant à appuyer les organisations de femmes francophones dans leur travail préparatoire a contribué au succès du Sommet des Femmes 2004 dans la région de l'Atlantique. Suite à cet événement d'envergure, les participantes du Sommet, ayant pris connaissance du profil socio-économique des femmes acadiennes et francophones de l'Atlantique ont participé à une session de travail qui a mené à la décision d'exiger l'adoption d'une loi anti-pauvreté.
- En Ontario, les femmes immigrantes francophones d'Orléans ont bénéficié, cette année, d'une subvention pour accroître leur capacité à revendiquer l'accès aux différents services dont elles ont besoin.
- Dans la région des Prairies, on a ciblé le réseautage entre les régions et le partage d'information entre les organisations provinciales de femmes francophones du Manitoba, Pluri-elles et la Coalition des femmes de l'Alberta comme priorité.
- Du soutien financier a été fourni au Réseau-Femmes Colombie-Britannique pour élaborer un plan de développement stratégique pour l'organisation.

De plus, CFC cherche à renforcer les capacités organisationnelles des femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de les doter des connaissances, des compétences et des outils nécessaires pour l'avancement de leurs dossiers et leur permettre de participer activement et à part entière aux efforts visant à faire avancer l'égalité des femmes. Dans ce but, CFC a conclu une entente de partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO). Trois initiatives visant à accroître les capacités organisationnelles des groupes ont été financées en 2004-2005 dans le cadre de cette entente soit :

- La Coalition des femmes de l'Alberta pour l'initiative: *Dialogue Femmes Francophones de l'Alberta*;
- La Coalition nationale des organismes de femmes de minorités raciales et ethnoculturelles francophones pour l'initiative : *Développement économique : Alternative d'intégration pour les femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones*; et

- Le groupe de travail Femmes Équité Atlantique pour l'initiative : *L'équité économique et les femmes francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques - Volet II.*

Une description de ces initiatives se trouve en annexe.

CFC constate que l'aide financière et les services professionnels apportés aux femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire se traduit par une amélioration de la capacité organisationnelle chez les groupes qui les représentent, un rôle actif et une plus grande participation de ces femmes et de ces groupes dans leur communauté et au mouvement pour l'égalité des femmes, ce qui contribuera à plus long terme à un processus plus inclusif d'élaboration des politiques gouvernementales en ce qui a trait aux femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

### **Reddition de comptes**

Une évaluation sommative sur l'efficacité et la pertinence du Programme de promotion de la femme est en cours. Les communautés de langue officielle en situation minoritaire auront l'occasion de faire part de leurs préoccupations lors de l'évaluation du Programme puisqu'elles font partie de l'échantillon des groupes consultés.

Les résultats de l'évaluation, disponibles en août 2005, permettront à CFC de mesurer les progrès réalisés au chapitre de l'égalité des femmes et d'identifier les lacunes dans notre travail de façon à ce que nous puissions apporter les ajustements nécessaires à l'atteinte de nos objectifs.

<h2><b>Plan de communication</b></h2>
---------------------------------------

### **Liste de diffusion de l'état des réalisations axé sur les résultats**

- tout le personnel de CFC
- membres du Comité des sous-ministres responsables des langues officielles
- membres du Comité permanent de la Chambre des communes sur les langues officielles
- membres du Comité permanent du Sénat sur les langues officielles
- Commissaire aux langues officielles
- principales organisations des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux échelons national, régional et local.

Il sera aussi possible de consulter le document en téléchargeant le fichier à partir du site Web de CFC à [http://www.cfc-swc.gc.ca/pubs/ola/index\\_f.html](http://www.cfc-swc.gc.ca/pubs/ola/index_f.html)

## Signatures

---

Jeannine Chauvette Date  
Coordonnatrice nationale des langues officielles – article 41  
Condition féminine Canada  
Téléphone : (613) 947-0205

---

Florence Ievers Date  
Coordonnatrice  
Condition féminine Canada

## **Annexes**

**1.- Acronymes et abréviations**

**2.- État des réalisations détaillé**

**3.- Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire**

**4.- Initiatives nécessitant une participation importante de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire**

## Acronymes et abréviations

ACS	Analyse comparative entre les sexes
CFC	Condition féminine Canada
CLOSM	Communautés de langue officielle en situation minoritaire
FRP	Fonds de recherche en matière de politiques
<i>LLO</i>	<i>Loi sur les langues officielles</i>
MAINC	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
ONG	Organismes non gouvernementaux
PICLO	Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle
PPF	Programme de promotion de la femme
PCH	Patrimoine canadien

## 2.- État des réalisations détaillé

### A. SENSIBILISATION (Activités internes)

[Activités de formation, d'information, d'orientation, de sensibilisation, de communication, etc., menées à l'interne dans le but de sensibiliser le personnel et/ou la haute direction de l'organisme fédéral à la dualité linguistique et aux priorités des CLOSM; contrats de rendement des cadres supérieures et programmes de reconnaissance; prise en compte du point de vue des CLOSM dans les recherches, les études et les enquêtes effectuées à l'interne.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état de réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état de réalisations
<p>Les directions sont renseignées sur la dualité linguistique et comprennent leur responsabilité à l'égard des CLOSM.</p>	<p>Organisation de séances d'information à l'intention du personnel de CFC responsable du dossier de la <i>Loi sur les langues officielles</i>, des régions et des différentes directions de CFC. Par la suite, les responsables ont partagé les informations avec les employées et employés de leurs sections respectives.</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une session où PCH a présenté un survol du PICLO,</li> <li>• De l'information sur la mise en oeuvre de la section 41 a été transmise lors de la session d'orientation pour une nouvelle employée.</li> </ul> <p>Participation aux réunions et ateliers des coordonnateurs nationaux des ministères et organismes fédéraux clés visés par la mise en oeuvre de l'article 41 de la <i>Loi sur les langues officielles</i>.</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une personne de la direction de la recherche a participé avec la coordonnatrice nationale à la réunion portant sur la recherche en tant que programme de développement et d'outil d'intervention pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire.</li> </ul> <p>L'information circule de façon régulière par l'entremise de la distribution du bulletin 41-42 et d'autres documents pertinents tant à la haute gestion qu'aux différentes directions et régions.</p> <p>Participation d'agentes à divers forums et ateliers relatifs à la dualité linguistique.</p> <p>Participation des régions et du bureau central aux activités organisées pour les Rendez-vous de la francophonie.</p>	<p>Les employées et employés de CFC possèdent une plus grande connaissance des CLOSM et de la <i>Loi sur les langues officielles</i> particulièrement de l'incidence de l'article 41.</p> <p>CFC a noté une augmentation de l'intérêt et de la participation du personnel aux activités de formation.</p>

## B. CONSULTATIONS (Partage d'idées et d'information avec les CLOSM)

[Activités (ex. comités, discussions, réunions) par lesquelles l'organisme consulte les CLOSM et échange ou dialogue avec elles pour cerner leurs besoins et leurs priorités ou pour comprendre les incidences possibles sur leur développement; activités (ex. tables rondes, groupes de travail) pour explorer les possibilités de collaboration dans le cadre du mandat actuel de l'organisme ou dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau programme ou d'une nouvelle politique; participation à des consultations des CLOSM coordonnées par d'autres instances gouvernementales; consultations des CLOSM par les bureaux régionaux pour connaître leurs préoccupations et leurs besoins.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état de réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état de réalisations
<p>Favoriser une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les organisations de femmes des CLOSM afin de faciliter leur participation au processus d'élaboration de politiques.</p> <p>Les CLOSM ont la possibilité de faire valoir leurs besoins, de participer aux activités de CFC et d'expliquer les obstacles qu'elles rencontrent pour avoir accès aux programmes de CFC.</p> <p>La livraison régionale et nationale du Programme de promotion de la femme et représentante de l'ensemble du mandat de CFC en région prend en compte les priorités des femmes des CLOSM.</p> <p>Les CLOSM font partie de la clientèle régulière des bureaux régionaux et du bureau national.</p>	<p>Consultation auprès des femmes des CLOSM sur différents sujets d'intérêt pour leurs communautés. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les organisations non gouvernementales incluant des groupes de femmes des CLOSM ont été invitées à présenter des nominations pour la participation aux rencontres de la Commission économique pour l'Europe et de Beijing +10.</li> </ul> <p>Inclusion des CLOSM aux différentes activités organisées par CFC Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le 27 janvier 2005, CFC a été l'hôte d'une conférence intitulée : Regard vers l'avenir : maintenir la pratique de l'analyse comparative entre les sexes au XXI<sup>e</sup> siècle.</li> </ul> <p>Inclusion des CLOSM dans le processus relatif à l'évaluation du Programme de promotion de la femme à titre d'informateurs-clés.</p> <p>Participation à des réunions interministérielles où les CLOSM ont eu l'occasion de discuter avec les fonctionnaires de différents ministères fédéraux de la mise en œuvre de la section 41 de la <i>Loi sur les langues officielles</i>.</p> <p>Participation à des consultations informelles avec des organisations des CLOSM. Par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>En Alberta et au Manitoba plusieurs activités ont été organisées par les groupes de femmes francophones incluant une journée complète de présentation d'une consultation provinciale par Plurielles et des consultations avec les groupes de femmes immigrantes francophones sur les obstacles auxquels elles font face dans la région des Prairies.</li> </ul>	<p>Les femmes des CLOSM étaient représentées lors de différentes consultations et rencontres.</p> <p>Des groupes de femmes des CLOSM ont participé à une conférence sur l'ACS et seront en mesure d'appliquer les connaissances acquises.</p> <p>CFC a établi une communication continue avec les organisations représentant les femmes des CLOSM dans les régions.</p> <p>CFC prend en considération les priorités des femmes des CLOSM et on note une augmentation des références faites au sujet des enjeux des femmes des CLOSM lors des sessions de planification régionales et lors du travail interministériel / intergouvernemental.</p> <p>CFC est considéré dans certaines régions comme une ressource d'aide aux CLOSM pour l'intégration dans leur milieu immédiat.</p>

### C. COMMUNICATIONS (Transmission d'information aux CLOSM)

[Activités de communications externes visant à informer les CLOSM des activités, des programmes, et des politiques de l'organisme et à promouvoir le caractère bilingue du Canada; inclusion des CLOSM dans toutes les listes d'information et de distribution; utilisation du site Web de l'institution fédérale pour communiquer avec les CLOSM.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état de réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état de réalisations
<p>Les CLOSM peuvent obtenir de l'information sur les activités et les services disponibles entre autres à partir du site Web de CFC.</p> <p>Les CLOSM reçoivent de l'information actualisée au sujet des programmes et services de CFC entre autres l'ACS, le PPF et le FRP.</p> <p>Les femmes et les organisations des CLOSM sont incitées à participer aux activités de CFC ayant trait à la recherche en matière de politiques.</p> <p>Une plus grande participation des femmes et des organisations des CLOSM dans la commémoration des dates clés pour l'égalité des femmes.</p>	<p>Inclusion des CLOSM et des groupes représentatifs des femmes des CLOSM dans les listes d'envoi de documents, d'information, d'appel d'offres, de distribution de rapports, d'avis d'événement et d'information sur des questions pertinentes relatives aux politiques.</p> <p>À titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La région des Prairies a distribué à tous les groupes financés dont de nombreuses organisations de femmes francophones, deux compilations des ressources et des activités sous forme électronique en français et en anglais.</li> <li>• Dans la région des Prairies, on note aussi la participation du personnel à de nombreuses activités publiques de sensibilisation contre la violence faite aux femmes et des questions d'égalité des femmes. Des informations ont été fournies en français au cours de ces activités.</li> <li>• Une conférence nationale sur la garde d'enfant a été organisée dans les deux langues officielles et des subsides pour la participation ont été fournis à une variété d'organisations incluant des femmes des CLOSM.</li> <li>• Les agentes de la région de l'Atlantique ont maintenu des communications fréquentes avec six à huit organisations de femmes francophones ainsi qu'avec le comité pour le Sommet des femmes 2004, une activité parallèle au Congrès mondial acadien 2004. Le comité organisateur du Sommet était composé de représentantes des quatre provinces atlantiques et s'est penché sur les priorités des femmes francophones et acadiennes.</li> </ul>	<p>L'information sur les activités et les services de CFC est mise à jour régulièrement sur le site Web.</p> <p>Les listes d'envoi sont mises à jour régulièrement.</p> <p>Les CLOSM ont eu un plus grand accès aux documents d'information et aux services de CFC.</p>



**D. COORDINATION ET LIAISON (N'inclut pas le financement – Coordination à l'interne et liaison avec d'autres institutions gouvernementales)**

[Activités de coordination (recherches, études, réunions, etc.) menées l'organisme lui-même avec d'autres institutions fédérales ou d'autres ordres de gouvernement; participation à des activités organisées par d'autres ministères fédéraux, d'autres ordres de gouvernement, etc.; participation des champions des langues officielles, des coordonnateurs nationaux et régionaux, etc., à divers forums gouvernementaux.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état de réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état de réalisations
<p>CFC collabore avec de multiples partenaires en vue de répondre aux priorités des CLOSM.</p> <p>Meilleure connaissance des enjeux, des besoins des CLOSM.</p>	<p>La championne des langues officielles a assisté à de nombreuses réunions de haut niveau dont : 8ième Conférence des champions des langues officielles à St-John's, Terre-Neuve, 18-19 mai 2004 et une rencontre avec Mme Dyana Monnet, Vice-présidente, Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, Langues officielles, le 23 août 2004. CFC a aussi été représenté à la revue des projets du programme d'innovation des langues officielles en février 2005.</p> <p>Participation aux réunions des coordonnatrices et des coordonnateurs nationaux, et aux activités spéciales.</p> <p>Participation à divers comités interministériels, aux conseils fédéraux et à leur sous-comité des langues officielles.</p> <p>Mise en place, en région, de relations de travail avec les bureaux des gouvernements provinciaux traitant des dossiers en lien avec les CLOSM.</p> <p>Participation en région à des réunions interministérielles rassemblant des fonctionnaires de divers ministères fédéraux et des organismes communautaires pour discuter de la mise en œuvre de la section 41 de la LLO.</p> <p>Mise en place de relations de travail soutenues avec Patrimoine canadien pour coordonner les efforts visant à appuyer les organisations de femmes francophones dans leur travail préparatoire au Sommet des femmes 2004 faisant partie du Congrès mondial acadien 2004.</p> <p>Appui au réseautage entre les régions et au partage d'information entre les organisations provinciales de femmes francophones du Manitoba, Pluri-elles et la Coalition des femmes de l'Alberta.</p>	<p>La championne des langues officielles continue à s'assurer que le processus décisionnel de CFC tient compte des obligations en matière de langues officielles.</p> <p>CFC note une collaboration accrue avec de multiples partenaires en vue de répondre aux priorités des CLOSM en région.</p> <p>En région, le réseau de contact de CFC sur les questions relatives aux CLOSM s'est élargi.</p>

## E. FINANCEMENT ET PRESTATION DE PROGRAMMES

[Mise en oeuvre des programmes et prestation des services de l'organisme fédéral; financement, seul ou en collaboration avec d'autres ministères/organismes fédéraux, de projets des CLOSM; intégration des besoins des CLOSM à la prestation des programmes et services de l'organisme fédéral.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état de réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état de réalisations
<p>Les CLOSM ont accès aux programmes et services de CFC.</p> <p>CFC tient compte de la dispersion géographique des CLOSM dans la prestation de ses programmes.</p>	<p>Financement : voir la liste en annexe.</p> <p>Le PPF a subventionné 13 groupes des CLOSM pour un montant de 731 063\$. Cinq de ces groupes étaient de nouveaux clients du Programme. Neuf autres groupes ont aussi reçu du financement dans le cadre d'initiatives tenant compte des besoins et des enjeux des femmes des CLOSM.</p> <p>Financement conjoint avec d'autres partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux d'initiatives proposées par les femmes des CLOSM.</p> <p>Participation au Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO), en 2004-2005, trois initiatives ont été financées dans le cadre du PICLO soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Coalition des Femmes de l'Alberta pour l'initiative : Dialogue femmes francophones de l'Alberta;</li> <li>• La Coalition nationale des organismes de femmes de minorités raciales et ethnoculturelles francophones pour : Développement économique : Alternative d'intégration pour les femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones;</li> <li>• Le groupe de travail Femmes Équité Atlantique pour : L'équité économique et les femmes francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques - Volet II.</li> </ul> <p>Prestation régulière de services professionnels aux groupes de femmes des CLOSM. Par exemple : développement organisationnel, développement des propositions, recherche de financement, réseautage, partenariat, facilitation de l'accès des groupes à divers secteurs du gouvernement, accès aux ressources et aux outils etc.</p> <p>Prêt de services dans le cadre d'activités menées par les CLOSM.</p>	<p>CFC contribue à augmenter la capacité des CLOSM à s'organiser et à se mobiliser pour répondre aux enjeux des femmes.</p> <p>CFC a négocié un protocole PICLO et dans le cadre de ce dernier, a financé des organismes de femmes francophones en situation minoritaire.</p> <p>CFC a favorisé la mobilisation des femmes francophones et acadiennes du Canada atlantique dans l'élaboration de stratégies d'action portant sur les politiques socio-économiques et les contacts avec des partenaires clés.</p> <p>CFC est sollicité plus fréquemment par les groupes des CLOSM pour de l'aide financière et des services professionnels.</p> <p>De plus, CFC a offert des services professionnels aux groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire.</p>

## F. REDDITION DE COMPTES

[Activités par lesquelles l'organisme intègre son travail de mise en oeuvre de l'article 41 de la LLO aux mécanismes ministériels de planification et de reddition de comptes (ex.: rapport sur les plans et priorités, rapport ministériel sur le rendement, plan d'affaires ministériel, état des réalisations pour la mise en oeuvre de l'article 41 de la LLO, etc.); évaluations et vérifications internes des programmes et des services; examen régulier des programmes et des services ainsi que des politiques par les cadres supérieures de l'organisme fédéral pour assurer la mise en oeuvre de l'article 41 de la LLO.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état de réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état de réalisations
<p>Des évaluations et des vérifications internes systématiques et régulières sont effectuées et comportent toujours des éléments et des critères permettant de déterminer la façon dont les politiques et les programmes et services ont influé sur les CLOSM.</p> <p>CFC prend systématiquement en compte la façon dont les programmes et services affectent les CLOSM.</p>	<p>L'évaluation du PPF fait appel à certains membres des CLOSM en tant qu'informateurs clés.</p> <p>Utilisation de l'outil de mesure de rendement pour la préparation de l'état de réalisations annuel 2004-2005.</p> <p>Les initiatives relatives aux CLOSM sont répertoriées. Une attention spéciale est portée relativement à la mise en oeuvre de la section 41 de la LLO lors des activités de planification régionale.</p> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En C-B/Yukon, les préoccupations relatives aux CLOSM sont explicites et systématiquement intégrées à toute la planification et la programmation régionale.</li> </ul>	<p>Les CLOSM ont l'occasion de faire part de leurs préoccupations lors de l'évaluation du PPF.</p> <p>CFC rapporte plus systématiquement les résultats obtenus.</p>

**Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire**

## NATIONAL

---

### COALITION NATIONALE DES ORGANISMES DE FEMMES DE MINORITÉS RACIALES ET ETHNOCULTURELLES FRANCOPHONES

400 – 251, rue Bank  
Ottawa (Ontario)  
H2P 1X3

*Développement économique : Alternative d'intégration pour les femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones*

**\$140,490**

Par le biais de cette initiative, la Coalition nationale des organismes de femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones travaillera principalement à l'avancement de la situation économique des femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones à travers le Canada. Les femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones développeront et produiront des outils de travail (5 plans stratégiques régionaux, 1 plan stratégique national) visant à avancer l'égalité économique des femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones à l'échelle provinciale et nationale. Les femmes bénévoles seront formées sur les stratégies et les dossiers en cours dans le but d'assurer la mise en œuvre des plans stratégiques régionaux et ainsi accroître leurs capacités organisationnelles. En plus de documenter et distribuer le savoir-faire et les réalisations des modèles d'entreprises sociales et coopératives de travail des femmes, l'initiative permettra à la Coalition nationale de créer des partenariats efficaces, stratégiques et durables pour assurer l'accès des femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones aux programmes d'Industrie Canada, Patrimoine canadien, à ceux d'autres ministères du gouvernement fédéral et d'identifier d'autres partenaires pouvant appuyer le démarrage des entreprises sociales ou des coopératives de travail à l'échelle provinciale ou communautaire. Un cadre d'évaluation sera élaboré avec l'aide d'une évaluatrice externe pour mesurer l'efficacité des approches, des stratégies, de l'engagement et du leadership, de même que des résultats (incluant l'impact de l'entreprise sociale sur l'autonomie financière des femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones).

*(Economic development: Integrating women from Francophone racial and ethnocultural minorities)*

Coalition nationale des organismes de femmes des minorités raciales et ethnoculturelles francophones will use this initiative to improve the economic situation of women from Francophone racial and ethnocultural minorities throughout Canada. Women from Francophone racial and ethnocultural minorities will develop and prepare work tools (5 regional strategic plans, 1 national strategic plan) aimed at promoting the economic equality of women from Francophone racial and ethnocultural minorities at the provincial and national level. Female volunteers will receive training on the strategies and issues of the day in an effort to ensure the implementation of regional strategic plans and thereby enhance their organizational abilities. In addition to documenting and disseminating skills and achievements of women's partnership and cooperative business models, the initiative will enable the Coalition to create effective, strategic and sustainable partnerships that will ensure access by women from Francophone racial and ethnocultural minorities to programs run by Industry Canada, Heritage Canada and other federal departments, and will identify other partners who could support the launch of partnership or cooperative businesses at the provincial or community level. An evaluation framework will be developed with the help of an outside female evaluator to measure the effectiveness of each approach, strategy, commitment and leadership, as well as the results (including the impact of partnership businesses on the financial autonomy of women from Francophone racial and ethnocultural minorities).

**LE GROUPE DE TRAVAIL FEMMES ÉQUITÉ ATLANTIQUE**

a/s Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence Research  
Université du Nouveau-Brunswick  
678, chemin Windsor  
Fredericton (Nouveau-Brunswick)  
E3B 5A3

*L'équité économique et les femmes francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques - Volet II*

**\$62,044**

Ceci est une initiative conjointe avec Patrimoine canadien sous l'Entente en partenariat interministérielle avec les communautés des langues officielles (PICLO) en situation minoritaire qui a pour objectif principal de bâtir la capacité des femmes porteuses des dossiers liés à la problématique de l'équité économique pour les femmes francophones des provinces de l'Atlantique. Le groupe représente les secteurs communautaire, recherche, gouvernement et académique et va entreprendre une démarche de mobilisation liée à l'égalité économique afin d'accroître l'efficacité des regroupements de femmes francophones évoluant en milieu minoritaire à travers les quatre provinces atlantiques. Diverses sessions de travail comprendront la familiarisation à l'analyse comparative entre les sexes (ACS) ainsi que l'introduction d'outils permettant d'influencer l'adoption de politiques publiques visant l'équité socio-économique. Cette initiative permettra à une quarantaine de femmes de transmettre de nouvelles connaissances et stratégies à leur organisme respectif, et si possible à d'autres femmes dans leur communauté. Elles utiliseront les expertises multiples des membres du Comité aviseur, des équipes de recherche du Centre Muriel McQueen Fergusson et des alliées de la communauté atlantique. Le plan d'évaluation du groupe inclut surtout des grilles d'évaluation qui seront distribuées aux participantes de la formation (grille d'auto-évaluation de la formation et grille d'évaluation des stratégies utilisées pour la diffusion de l'information).

*(Economic equity and Francophone women living in minority situations in the Atlantic provinces - Phase II)*

This is a joint initiative with Heritage Canada under the Interdepartmental Partnership with the Official Language Communities (IPOLC) in minority situations, whose main objective is to build up the skills of women handling issues related to economic equality for Francophone women living in the Atlantic provinces. The group represents the community, research, government and academic sectors, and will undertake an economic equity mobilization exercise in order to enhance the effectiveness of groups representing Francophone women living in minority communities throughout the four Atlantic provinces. There will be a number of working sessions aimed at familiarizing participants with gender-based analysis (GBA) and introducing tools that will help influence the adoption of public policies aimed at achieving socio-economic equality. This initiative will enable some forty women to transmit new knowledge and strategies to their respective organizations and, if possible, to other women in their community. They will use the multifaceted expertise of members of the Comité aviseur, the Muriel McQueen Fergusson Centre's research teams and allies in the Atlantic community. The group's evaluation plan includes evaluation grids, which will be distributed to participants at the training sessions (self-evaluation grid for the training and evaluation grid for the strategies used to disseminate the information).

**COLLECTIF DES FEMMES DU NOUVEAU-BRUNSWICK (C.F.N.B.)**

813, rue Bernard  
Dieppe (Nouveau-Brunswick)  
E1A 5Y2

*Intégrons la diversité - Phase II*

**\$25,000**

Suite à la Phase I de ce projet qui voulait tenter d'amorcer une réflexion sur les besoins particuliers et spécifiques des femmes issues des communautés ethnoculturelles francophones vivant en milieu minoritaire. Le groupe a procédé à une analyse socio-économique de la situation auprès d'une soixantaine de femmes immigrantes ainsi que des partenaires ciblés du secteur du travail afin d'aider à trouver des solutions liées à l'équité économique. La Phase II du projet, qui retiendra encore une fois le modèle des groupes témoins, servira à divulguer les résultats obtenus lors de la première phase du projet et permettra aux femmes ainsi qu'aux intervenantes et aux intervenants du milieu de l'emploi de développer des solutions réalistes et applicables. Un plan d'évaluation compréhensif fut soumis avec des indicateurs de succès.

*(Integrating diversity - Phase II)*

A follow-up to Phase I of this initiative, which examined the special and specific needs of women in Francophone ethnocultural communities living in a minority situation. The group conducted a socio-economic analysis of the situations of some 60 immigrant women, as well as targeted labour sector partners, to help find solutions for economic equity. Phase II of the project, which will once again use focus groups, will help disclose the findings from Phase I and enable women and labour sector stakeholders to develop realistic and appropriate solutions. A comprehensive evaluation plan was submitted along with the performance indicators.

**BRITISH COLUMBIA AND YUKON REGION / RÉGION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET  
DU YUKON**

---

**RÉSEAU-FEMMES COLOMBIE-BRITANNIQUE**

302 - 1037 Broadway Ouest

Vancouver (Colombie-Britannique)

V3L 2A5

*Initiative de développement organisationnel stratégique*

**\$65,000**

Par cette initiative, Réseau-femmes Colombie-Britannique vise à élaborer un plan de développement organisationnel stratégique, dans le but d'obtenir la reconnaissance et l'appui du milieu externe ainsi que l'efficacité interne, le tout visant à assurer la pérennité et l'expansion de ce réseau provincial des femmes francophones d'un milieu minoritaire. L'organisme oeuvrera à sensibiliser plus largement la communauté, et à mobiliser plus de ressources et de partenaires afin de s'adapter et de se repositionner plus stratégiquement pour le futur. Cette initiative va permettre au groupe de le faire par une approche systémique, participative et consultative. Un cadre d'évaluation a été bien élaboré pour assurer l'amélioration du fonctionnement dynamique entre l'organisme, ses membres et avec l'ensemble de ses partenaires.

*(Strategic organizational development initiative)*

Réseau-femmes Colombie-Britannique aims to use this initiative to develop a strategic organizational development plan in order to secure the acknowledgement and support of the outside world, as well as internal effectiveness, all with the purpose of ensuring the continuity and expansion of this provincial network for Francophone women in a minority situation. The organization will work to enhance community awareness and get more resources and partners committed so it can adapt and reposition itself more strategically in the future. This initiative will give the group an opportunity to use a more systemic, participatory and consultative approach. An evaluation framework was developed to improve the dynamic interactions among the organization, its members and its partners.



## ONTARIO REGION / RÉGION DE L'ONTARIO

---

### LE COMITÉ DES FEMMES FRANCOPHONES DE L'ACFO DE LONDON

920, rue Huron  
London (Ontario)  
N5Y 4K4

*Accroître l'accessibilité aux services en matière de violence contre les femmes pour les femmes francophones de la région de London* **\$48,259**

Le but principal de cette initiative est de travailler à l'élimination de la violence faite aux femmes par l'amélioration de l'accessibilité aux services en matière de violence contre les femmes pour les femmes d'expression française de la région de London. Dans cette première initiative, le comité des femmes francophones de l'ACFO London-Sarnia réussira à mobiliser les femmes francophones, à accroître leurs propres connaissances par rapport à la violence faite aux femmes, et à les outiller pour qu'elles prennent en charge ce dossier et pour qu'elles s'impliquent davantage au processus décisionnel des institutions clés dans la région. Une recherche documentaire, des entrevues et des groupes de discussion avec les femmes francophones, les intervenantes et les directions des organismes et agences oeuvrant auprès des femmes victimes de violence permettront de dresser un portrait de la situation des services offerts et des besoins spécifiques des femmes francophones. Un rapport sera rédigé et partagé lors d'un forum qui rassemblera tous les partenaires et permettra de les engager dans l'élaboration d'un plan d'action concret. Le comité encadreur représente la diversité des femmes francophones de la région : femmes canadiennes-françaises, femmes immigrantes et réfugiées, jeunes et aînées. Les femmes participeront à toutes les étapes et tous les volets de l'initiative. Le groupe a développé un plan d'évaluation détaillé pour mesurer le progrès et le succès de l'initiative.

*(Improve access to services connected to violence against Francophone women in the London area)*

The main goal of this initiative is to work towards eliminating violence against women through improved access to services connected to violence against Francophone women in the London area. For this first initiative, the Francophone women's committee of the London-Sarnia ACFO will mobilize Francophone women, increase their knowledge about violence against women and equip them to take charge of this issue so they can become more involved in the decision-making process in key local institutions. Documentary research, interviews and focus groups with Francophone women, stakeholders and managers of organizations and agencies working with women who are victims of violence will be used to draw a picture of the status of services provided and the specific needs of Francophone women. A report will be prepared and disseminated at a forum that will bring together all the partners and help them become more involved in the development of a concrete action plan. The steering committee reflects the diversity of Francophone women in the region: French-Canadian women, immigrant and refugee women, and young and elderly women. Women will be involved in every step and stage of the initiative. The group has developed a detailed evaluation plan to measure the initiative's progress and success.

### OPALE – REGROUPEMENT DE FEMMES HANDICAPÉES FRANCOPHONES

330, rue St-Philippe  
Alfred (Ontario)  
K0B 1A0

*Profil socio-économique de la personne handicapée* **\$40,000**

L'initiative proposée par OPALE vise à améliorer la condition socio-économique des femmes handicapées de Prescott-Russell et à favoriser leur pleine participation dans la communauté. OPALE identifiera les besoins, priorités et les forces des femmes handicapées sur le territoire des comtés-unis de Prescott et Russell; documentera les problématiques et obstacles que rencontrent les différents secteurs socio-économiques dans leur livraison de services auprès des femmes handicapées. Par le biais de forum, entrevues et rencontres de validation le groupe mettra en place un plan stratégique menant à des mesures concrètes qui favoriseront l'égalité pour les femmes handicapées et obtiendra l'engagement des femmes et du secteur socio-économique à participer à la mise en œuvre de ce plan. Opale aura de ce fait une meilleure

connaissance des répercussions de ces différences par rapport aux hommes vivant avec une déficience. OPALE a élaboré une grille d'évaluation afin d'assurer l'atteinte des objectifs.

*(Socio-economic profile of people with disabilities)*

The initiative proposed by OPALE aims to improve the socio-economic conditions of women with disabilities in Prescott-Russell and promote their full participation in the community. OPALE will identify the needs, priorities and strengths of women with disabilities throughout the United Counties of Prescott and Russell; document the issues and obstacles faced by the different socio-economic sectors in their delivery of services to women with disabilities. Through a forum, interviews and validation meetings, the group will draw up a strategic plan that will produce concrete results in terms of promoting equality for women with disabilities and getting women and the socio-economic sector to commit to more involvement in the plan's implementation. This will enable OPALE to get a better understanding of the impact of any differences in comparison to men with disabilities. OPALE has developed an evaluation grid to ensure that the objectives are achieved.

### **CENTRE ESPOIR SOPHIE CENTRE**

298, rue Dalhousie  
C.P. 52102  
Ottawa (Ontario)  
K1N 7E2

*[Connaître les besoins des travailleuses du sexe francophones et anglophones oeuvrant dans la rue à Ottawa et leur faciliter l'accès aux services]*

Cette recherche-action découle du fait que la collectivité est préoccupée par le manque de services et de la nécessité de répondre aux besoins des femmes marginalisées francophones et anglophones qui sont des travailleuses du sexe oeuvrant dans la rue dans la région d'Ottawa. Cette initiative bilingue multimodale permettra de : cerner les besoins des travailleuses du sexe oeuvrant dans la rue; déterminer les services existants; élaborer des stratégies pour remédier au manque d'accès aux services, de communication entre les organismes et de ressources; élaborer des mécanismes pour permettre aux travailleuses du sexe de s'exprimer davantage et pour assurer leur sécurité. Le centre utilisera des groupes de réflexion, des entrevues individuelles et des réunions avec des prestataires de services et des femmes pour accroître la sensibilisation aux besoins des travailleuses du sexe oeuvrant dans la rue et la connaissance de ceux-ci, et pour donner à ces femmes un meilleur accès à des ressources adéquates dans la région d'Ottawa. L'initiative comprendra un forum avec des prestataires de services, au cours duquel le Centre Espoir Sophie Centre présentera des recommandations visant à rendre les services et les ressources plus accessibles. Un plan d'évaluation exhaustif permettra au Centre Espoir Sophie Centre de faire rapport des résultats au fur et à mesure du déroulement de l'initiative.

**Supplément :** Compte tenu de ce que le groupe observe à partir des entrevues avec les femmes travailleuses du sexe, à savoir l'isolement des travailleuses du sexe francophones à Ottawa et l'absence de lien avec les ressources communautaires, il semble important d'avoir un groupe de travail pour se pencher sur un plan d'action qui aura comme objectif la mise en place des stratégies, afin de déterminer comment les organismes peuvent mieux rejoindre cette population et comment ils pourront à l'avenir mieux cerner les besoins de ces femmes. Comme organismes francophones à Ottawa, le Centre espoir Sophie et ses partenaires mettront sur pied un comité de travail qui pourra assurer l'élaboration de ce plan d'action. **\$ 15,000**

*Accessing Needs and Facilitating Services for Francophone and Anglophone Street Sex Workers in Ottawa*

This action research emerges from community concerns regarding the lack of services and the necessity of developing strategies to effectively meet the needs of marginalized Francophone and Anglophone women who are working as street sex trade workers in the Ottawa region. The proposed research is a bilingual multi-component initiative intended to discern the needs of female street sex trade workers; identify existing services; develop strategies to address the problems of access, inter-agency communication and lack of resources; and develop mechanisms the increase voice and the safety/security of sex trade workers. Through a variety of focus groups, individual interviews, meetings with service providers and women, the group aims to increase awareness of and knowledge about the needs of street level sex trade workers and increase access to appropriate resources for sex trade workers in the Ottawa region. An integral part of their

initiative is a forum that they will hold with services providers in order to present recommendations that will render their services/resources more accessible. They have developed a comprehensive evaluation plan that will enable them to report on their results as the initiative progresses.

**Supplement:** Based on the group's observations through interviews with women in the sex trade in terms of the isolation felt by female Francophone sex trade workers in Ottawa and the absence of links with community resources, it would be useful to have a working group look at developing an action plan whose objective would be to implement strategies in order to determine how organizations can better reach this population and how they will be able to better identify the needs of these women in the future. As Francophone organizations in Ottawa, Centre espoir Sophie with its partners, will set up a working committee to develop this action plan.

**LE CENTRE DES RESSOURCES DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES D'ORLÉANS**  
2275, croissant Brockstone  
Ottawav (Ontario)  
K4A 4V3

*Une place pour nous aussi*

**\$70,000**

Cette initiative a pour but d'accroître les capacités des femmes immigrantes francophones, le groupe le plus démuné dans la région d'Orléans, à revendiquer l'accès aux services existants et à briser leur situation d'isolement et de pauvreté. Une étude va être menée sur les besoins de ces femmes en matière de services. Par la suite, des mini-forums permettront de mobiliser et d'outiller les femmes concernées par la situation. Une stratégie de démarchage politique auprès des pourvoyeurs des services et des décisionnaires sera élaborée et mise en oeuvre. Le centre a prévu une stratégie d'évaluation pour cette initiative.

*(And a place for us)*

The purpose of this initiative is to improve the abilities of Francophone immigrant women, the most disadvantaged group in the Orleans area, to demand access to existing services and break their isolation and poverty. A study will be done on these women's service needs, after which mini-forums will help mobilize and equip the women affected by this situation. A strategy will be developed and implemented to approach service providers and decision-makers. The centre has developed an evaluation strategy for this initiative.

**PRAIRIE AND NORTHWEST TERRITORIES REGION / RÉGION DES PRAIRIES ET DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST**

**ALBERTA**

---

**COALITION DES FEMMES DE L'ALBERTA**

206-8627, rue Marie-Anne Gaboury

Edmonton (Alberta)

T6C 3N1

*(Dialogue femmes francophones de l'Alberta)*

**\$107,570**

La Coalition entreprendra des consultations à l'échelle de la province dans les centres urbains et dans les collectivités rurales afin d'avoir un aperçu de la situation socio-économique des femmes francophones de l'Alberta. Les résultats des consultations seront intégrés à un plan stratégique quinquennal afin d'aborder les enjeux systémiques auxquels sont confrontées les femmes francophones. La Coalition entreprendra également un exercice simultané visant à créer un réseau de partenariats clés et d'alliances stratégiques avec les intervenantes et intervenants des collectivités et du gouvernement, et ce, en vue de permettre à la Coalition de promouvoir certains enjeux prioritaires pour les femmes francophones qui découleront des consultations provinciales. Cette initiative fait partie du partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO). Un plan d'évaluation détaillé a été préparé pour mesurer les résultats par rapport aux objectifs énoncés à des intervalles réguliers durant l'initiative.

*Dialogue femmes francophones de l'Alberta (Dialogue among Alberta's Francophone women)*

The Coalition will undertake a province-wide consultation in urban centres and rural communities to gain insight into the socio-economic situation of Francophone women in Alberta. The results of the consultation will be incorporated into a five-year strategic plan to address systemic issues facing Francophone women. The Coalition will also undertake a concurrent exercise aimed at developing a network of key partnerships and strategic alliances with community and government stakeholders with a view to positioning the Coalition to advance some of the priority issues for Francophone women resulting from the provincial consultation. This initiative is part of the Interdepartmental Partnership with the Official Language Communities (IPOLC). A comprehensive evaluation plan has been prepared to measure outcomes against stated objectives at key intervals during the initiative.

**NOUVEAU DÉPART – RÉGION OUEST**

200-8925, 82 avenue

Edmonton (Alberta)

T6C 0Z2

*L'accès équitable à l'emploi pour les femmes francophones des Prairies*

**\$63,200**

Dans le cadre d'une recherche-action participative, Nouveau Départ - Région Ouest recueillera des renseignements sur la situation économique et professionnelle des femmes francophones dans les trois provinces des Prairies. Les données recueillies seront rassemblées dans plusieurs rapports et serviront de fondement à des discussions stratégiques initiales sur les moyens de surmonter les obstacles à l'emploi et de promouvoir la participation au marché du travail pour les femmes francophones habitant la région des Prairies. Ces rapports comprendront : un profil démographique, économique et du marché du travail; un répertoire descriptif des services disponibles; un profil des besoins des femmes francophones; et un résumé des constatations. Les rapports seront distribués à des gouvernements, des fournisseurs de services et des membres de la collectivité afin d'encourager le dialogue et d'aider ainsi à mieux comprendre la dynamique particulière du marché du travail pour les femmes francophones des Prairies. Le travail sera exécuté sous la supervision d'un comité consultatif composé de représentantes et de représentants communautaires de

chacune des trois provinces. Une évaluation systématique sera entreprise à des étapes clés de l'initiative, sous la direction de la coordonnatrice de recherche, et passée en revue par le comité consultatif.

*L'accès équitable à l'emploi pour les femmes francophones des Prairies (Equitable access to jobs for Francophone women in the Prairie)*

Through participatory action research, Nouveau Départ - Région Ouest will undertake to gather information across the three Prairie provinces on the economic and labour market situation of Francophone women. The data will be collated into several reports and will form the basis of initial policy discussions to begin to address barriers to entry and attachment to the labour market for Francophone women living in the Prairie region. These reports will cover: a demographic, economic, and labour market profile, an inventory and description of services available, a profile of the needs of Francophone women, and a summary of the findings. The reports will be distributed to governments, service providers, and community members to raise awareness and encourage dialogue to increase understanding of the unique labour market dynamics impacting Francophone women in the Prairies. The work will be carried out under the guidance of an Advisory Committee composed of community representatives from each of the three provinces. A systematic evaluation will be undertaken at key points during the initiative and will be carried out under the direction of the research coordinator and reviewed by the Advisory Committee.

## MANITOBA

---

### RAT RIVER HEALTH COUNCIL

Box 254

St. Pierre Joly, Manitoba R0A 2A0

\$22,000

#### *Healthy Women/Healthy Communities: Toward Women's Autonomy*

The Rat River Health Council will establish four English and one French Women's Councils in the South Eastman Health Region. This initiative will strengthen women's capacity to develop autonomous councils through which they can develop sustainable strategies, together with women in their communities, to address identified issues. The initiative builds on work done by a consortium of stakeholders from the health, education, recreation, and economic development sectors, which brought to light how women from the region are disproportionately affected by poverty, violence, and poor mental and physical health. A formal formative and summative evaluation of the initiative will be conducted.

**Supplement** - This initiative will allow for the essential support to facilitate the two newly formed councils' transition to full autonomy and ensure their sustainability. It will enable the women to develop and implement effective plans for engaging and mobilizing them around priority issues in their respective region.

#### *[Femmes en santé / collectivités en santé : vers l'autonomie des femmes]*

Le Rat River Health Council mettra sur pied quatre conseils de femmes anglophones et un de femmes francophones dans la région sanitaire de South Eastman. Cette initiative renforcera la capacité des femmes d'établir des conseils autonomes grâce auxquels elles pourront élaborer des stratégies durables, de concert avec d'autres femmes de leur collectivité, afin de régler des questions ciblées. L'initiative mise sur le travail effectué par un consortium d'intervenantes et d'intervenants des secteurs de la santé, de l'éducation, des loisirs et du développement économique, lequel a révélé la forte proportion des femmes de la région qui sont touchées par la pauvreté et la violence, et qui ont une mauvaise santé mentale et physique. On effectuera une évaluation formative et sommative formelle de l'initiative.

**Supplément :** Cette initiative contribuera à faciliter la transition des deux nouveaux conseils vers la pleine autonomie et à assurer leur viabilité. En outre, l'initiative aidera les femmes à élaborer et à mettre en oeuvre des plans efficaces en faveur de leur participation et mobilisation communautaire en faveur des enjeux prioritaires.

## SASKATCHEWAN

---

### FÉDÉRATION PROVINCIALE DES FRANSASKOISES

220 - 3850, rue Hillsdale  
Regina (Saskatchewan)  
S4S 7J5

*(Consultation provinciale des femmes francophones de la Saskatchewan)*

La Fédération provinciale des Fransaskoises entamera de vastes consultations provinciales afin de connaître la situation des femmes francophones en Saskatchewan, et en particulier leurs besoins et les obstacles les empêchant de trouver une solution à ces besoins. Un processus semblable de consultations se fera auprès des services offerts dans les collectivités, dans le but de trouver des façons de mieux répondre aux besoins de ce groupe de la population. À la lumière des résultats des consultations, la Fédération élaborera un plan stratégique global pour régler les problèmes soulevés par les Fransaskoises et s'efforcera de créer des partenariats avec les intervenantes et intervenants afin de répondre le mieux possible aux besoins et aux priorités mentionnés par ces femmes. En plus de fournir des réponses aux enjeux sociaux actuels, l'initiative de la Fédération jettera les bases pour de futurs efforts de défense des intérêts des Fransaskoises et permettra à l'organisme de participer à d'autres initiatives de promotion des principes d'égalité pour les femmes de collectivités de langue minoritaire. La Fédération a conçu un outil d'évaluation axée sur les résultats qui servira à mesurer la réussite de la réalisation de l'initiative.

**\$ 57,500**

*Provincial Consultation for Francophone Women of Saskatchewan*

The Fédération Provinciale Des Fransaskoises (the Federation) will undertake a province wide consultation process to determine the present situation of Francophone women in Saskatchewan with respect to their needs and the barriers they encounter in trying to meet those needs. A parallel process will take place with existing services in the communities to identify how to better serve the needs of this population. Following the consultation, the Fédération will develop a comprehensive strategic plan to address the issues identified by the Francophone women and will focus on developing partnerships with stakeholders in order to best meet the identified needs and priorities of these women. In addition to providing remedy to current social issues, this exercise will also lay the groundwork for further advocacy work on behalf of Francophone women living in Saskatchewan and will position the organization to partake in other initiatives aimed at promoting equity principles for language minority women. The Fédération has developed an outcome based evaluation tool, which will form the basis for assessing the successful completion of the initiative.

## QUEBEC AND NUNAVUT REGION / RÉGION DU QUÉBEC ET DU NUNAVUT

---

### Y DES FEMMES DE MONTRÉAL – WOMEN’S Y OF MONTREAL

1355 René-Lévesque Boulevard West  
Montréal, Québec  
H3G 1T3

**\$15,000**

#### *Making Our Communities Safer for Girls and Young Women (Rendre nos communautés plus sécuritaires pour les filles et les jeunes femmes)*

Cette initiative est la deuxième phase d’un projet qui veut tenir compte des besoins des filles et des jeunes femmes dans les programmes qui abordent la violence chez les jeunes. La première phase ayant démontré que les programmes existants ne comportent pas d’analyse différenciée entre les sexes, le groupe propose de développer et de diffuser le contenu d’un programme bilingue s’adressant spécifiquement aux filles et aux jeunes femmes. Avec le support d’un comité consultatif, qui sera composé de jeunes filles, de représentantes et de représentants communautaires et institutionnels, le Y des femmes de Montréal s’assurera d’évaluer les résultats de sa démarche, et par la suite en faire la promotion auprès de tous les organismes qui travaillent avec les jeunes. Le Y espère ainsi que le programme soit intégré dans le corpus respectif de ces organismes. Un plan d’évaluation, développé par le Y, sera utilisé tout au long de l’initiative. De plus, une évaluation externe sera réalisée et diffusée dans le rapport final.

#### *(Making Our Communities Safer for Girls and Young Women)*

This initiative is the second phase of a project looking into the needs of girls and young women in programs related to violence among young people. The first phase showed that existing programs do not contain any gender-based analysis so the group is proposing to develop and disseminate the contents of a bilingual program aimed specifically at girls and young women. With the help of a consultative committee comprised of young women, community and institutional representatives, the Montreal YWCA will evaluate the results of its initiative and then promote it among all organizations working with young people. In so doing, the Y hopes that the program will be integrated into each organization’s corpus. An evaluation plan, developed by the Y, will be used throughout the initiative. Moreover, an external evaluation will be conducted and disseminated in the final report.



**Initiatives nécessitant une participation importante de femmes des communautés  
de langue officielle en situation minoritaire**

## NATIONAL

---

### FEMMES ET VILLES INTERNATIONAL / WOMEN AND CITIES INTERNATIONAL

803 – 465 St-Jean Street  
Montréal (Québec)  
H2Y 2R6

#### *Building Community-Based Partnerships for Local Action on Women's Safety*

**\$163,043**

Women and Cities International will work with community women's organizations to support their involvement in municipal decision-making processes and the development of partnerships with other organizations to address violence against women. To do so, Women and Cities International will review and assess building partnerships for community safety experiences and crime prevention. It will also document successful partnerships between women's organizations and municipalities and develop outlines for new models and options for partnership. Results will be presented, tested and evaluated by women organizations, municipalities and stakeholders in five pilot communities. To monitor and assist with the implementation of the partnership model and options and obtain the input of women's organizations, two consultations in each of the five selected communities will be held throughout the initiative. Women participants will gather at the third World Urban Forum to be held in Vancouver to exchange their experiences, build their recommendations and present these in workshops to be held at the Forum. Women concerned about the issue of violence against women will lead the initiative. With this initiative Women in Cities International will produce a tool for creating sustainable partnerships within communities for advancing the issue of violence against women and promote community safety. With the assistance of an evaluation consultant, the steering committee will develop an evaluation framework and start data collection at the outset of the initiative.

#### *(Créer des partenariats communautaires d'action locale d'appui à la sécurité des femmes)*

L'organisme Femmes et villes international collaborera avec des groupes communautaires de femmes afin de soutenir leur participation au processus décisionnel des municipalités et à la création de partenariats avec d'autres groupes cherchant à mettre fin à la violence faite aux femmes. Dans cette optique, l'organisme Femmes et villes internationales évaluera le potentiel de création de partenariats entre les groupes de femmes et les municipalités et préparera des lignes directrices sur les nouveaux modèles et les options de partenariat. Les groupes de femmes, les municipalités et les intervenantes et intervenants de cinq collectivités pilotes seront chargés de la présentation, de la mise à l'essai et de l'évaluation des résultats. Dans le but d'assurer le suivi et d'aider à la mise en oeuvre du modèle et des options de partenariat, ainsi que de recueillir les commentaires des groupes de femmes, deux consultations seront menées au cours de l'initiative dans chacune des cinq collectivités choisies. Lors du troisième Forum urbain mondial d'ONU-HABITAT qui aura lieu à Vancouver, les participantes à l'initiative seront invitées à partager leur expérience, formuler des recommandations et soumettre celles-ci aux ateliers prévus au Forum. L'initiative sera dirigée par des femmes que le problème de la violence faite aux femmes préoccupe. Grâce à cette initiative, Femmes et villes international créera un outil qui permettra de mettre sur pied des partenariats communautaires viables axés sur l'élimination de la violence faite aux femmes et la promotion de la sécurité dans les collectivités. Avec l'aide d'un expert-conseil en évaluation, le comité directeur de l'initiative élaborera un cadre d'évaluation et entreprendra la collecte de données dès le lancement du projet.

## CHILD CARE ADVOCACY ASSOCIATION OF CANADA

323 Chapel Street  
Ottawa, Ontario  
K1N 7Z2

*"Making the Links: Child Care and Social Justice for Women" and "SOS Child Care: Seeing and Solving Care Crisis"*

The Child Care Advocacy Association of Canada will employ two main strategies: Strategy #1. - Making the Links: Child Care & Social Justice for Women will use a community development approach to build and strengthen alliances with provincial advocates and social justice organizations committed to advancing the issue of appropriate and affordable childcare. The organization will actively seek to form partnerships with under-represented groups such as aboriginal women, francophone women, and marginalized women. Outreach work will be undertaken to develop partnerships, with an emphasis for areas where there are no links such as in Prince Edward Island and Alberta. Strategy #2 - SOS Child Care: Seeing & Solving Care Crisis will begin to build a national consensus on the childcare situation and bring current research on options for a National Childcare Program to the community in order to build momentum. The organization will disseminate a discussion paper that will explore a series of policy and strategy options for provincial and federal governments. The organization will solicit cross-Canada feedback and input to the discussion paper by organizing a series of regional consultations as well as using the internet. The partnerships that were formed in "Making the Links" will ensure community participation at the consultations. Strategies accounting for the announcement of a Sector Council for childcare workers and the federal government's recent discussions regarding a National Childcare Program will be integrated. The end result of this initiative will be mobilization of the community that will work towards the National Childcare Program. This initiative has an evaluation plan.

**Supplement:** It will support 15 representatives from women's organizations across Canada to be involved in discussions regarding the policy paper produced by the organization entitled *"From Patchwork to Framework: A Child Care Strategy for Canada"* at a critical meeting on the issue of child care in Canada, to be held in Winnipeg, November 12-14 2004. In addition, it will help the Association to strengthen its network of women and equality seeking organizations engaged in the childcare advocacy movement in Canada. It will provide an opportunity for women activists to learn about the current developments in child care and share lessons learned with their respective networks in an effort to secure childcare as a tool for gender equality.

**\$29,513**

*(Établir les liens : services de garde à l'enfance et justice sociale pour les femmes et S.O.S. garderie : comprendre et résoudre la crise des services de garde)*

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance soutiendra par deux stratégies la création de places en garderie. La première : « Établir les liens : services de garde à l'enfance et justice sociale pour les femmes » vise l'établissement d'alliances, ou le renforcement des alliances existantes, avec les organismes provinciaux de défense des droits et de promotion de la justice sociale qui oeuvrent pour la création de places en garderie à la fois abordables et de qualité. L'association entend nouer des partenariats avec les groupes sous-représentés, comme les femmes autochtones, francophones ou marginalisées. Elle travaillera également à établir des liens là où il n'en existe pas encore, notamment à l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta.

La seconde stratégie : « S.O.S. garderie : comprendre et résoudre la crise des services de garde » amorcera l'élaboration d'un consensus national en matière de services de garde à l'enfance., encouragera la mobilisation au niveau communautaire en présentant les résultats des recherches récentes qui abordent les options avancées pour le futur programme national de services de garde. L'organisation diffusera un document d'orientation sur les options du gouvernement fédéral et des provinces en matière de politiques et de stratégies. L'organisation recueillera, au moyen de consultations régionales et d'Internet, les commentaires et les suggestions de Canadiennes et de Canadiens d'un océan à l'autre, puis les incorporera au document d'orientation. Les partenariats établis grâce à la première stratégie garantiront une bonne participation aux consultations communautaires. Le document d'orientation mentionnera l'annonce de la création d'un conseil sectoriel des travailleuses et travailleurs en garderie ainsi que les récentes discussions du gouvernement en vue de la mise en place d'un programme national de services de garde.

Les deux stratégies permettront de mobiliser la collectivité en vue de la création d'un programme national. On évaluera cette initiative conformément à la procédure exposée dans son plan d'action.

**Supplément :** L'initiative appuiera la participation de 15 représentantes de groupes de femmes du Canada à des discussions sur le document de travail préparé par l'Association canadienne pour la promotion des

services de garde à l'enfance, intitulé *Stratégie canadienne en matière de services de garde à l'enfance – Cadre d'action proposé* qui se dérouleront dans le cadre d'une réunion cruciale sur les services de garde des enfants au Canada, prévue du 12 au 14 novembre 2004 à Winnipeg. En outre, l'initiative aidera l'Association à consolider son réseau de groupes de femmes et d'organismes oeuvrant pour l'égalité qui font partie du mouvement canadien en faveur des services de garde au pays. Les activistes pourront ainsi parfaire leurs connaissances sur les nouveautés en matière de garde des enfants et échanger sur les leçons tirées par leurs réseaux respectifs, de façon à faire du droit à des services de garderie un outil pour l'égalité entre les sexes.

#### **FEDERATION OF CANADIAN MUNICIPALITIES**

1815 Altona Road  
Pickering, Ontario  
L1V 1M6

**\$68,666**

#### *Getting to the Gate*

Through this initiative Equal Voice/À voix égales will have increased the number of women participating actively and running for office in the political process by designing and producing an online program to provide both basic knowledge and skills required to succeed in politics at the local, provincial or federal level and lessons learned by women who have participated at every level and in major parties. This virtual training tool will (a) provide background information on municipal, provincial and federal election processes and Canadian political parties and (b) address six key skill areas: leadership, team building, critical thinking, financing, communications, and timing. The course will be designed to provide easily accessible and sustainable training for women from all regions and walks of life. It will be useful for individuals doing independent study or facilitators working with groups. A communications strategy will ensure that the course is publicized through local, provincial/territorial, and national networks of women's, human rights, and other equality-seeking organizations. An evaluation of the initiative, to be built into the online design of the program, will assist immediate and longer-term assessment of its effectiveness.

#### *(Mettre le pied dans la porte)*

Par le biais de cette initiative, l'organisme À voix égales/Equal Voice accroîtra le nombre de femmes qui participent activement à la vie politique et qui se présentent comme candidates à des élections. Un programme, accessible en ligne, sera conçu et mis sur pied pour donner aux candidates les connaissances et les techniques nécessaires pour réussir en politique municipale, provinciale ou fédérale et pour tirer des leçons de l'expérience acquise par des femmes actives à tous les niveaux de la vie politique, tous partis politiques confondus. Cette formation virtuelle fournira des renseignements de base sur les processus électoraux municipaux, provinciaux et fédéraux et sur les partis politiques canadiens. Il sera axé sur six secteurs clés : leadership, travail d'équipe, pensée critique, finances, communications et choix du moment. Par sa conception, le cours visera à donner une formation facilement accessible et pertinente en tout temps pour les femmes de toutes les régions du pays et de styles de vie divers. En outre, le programme sera un outil utile pour les chercheuses et chercheurs ou les animatrices et les animateurs de groupe. Une stratégie de communication sera élaborée afin de faire connaître le programme auprès des réseaux locaux, provinciaux, territoriaux et nationaux de groupes de femmes, de droits de la personne et de promotion de l'égalité. Un mécanisme d'évaluation sera intégré au programme pour assurer la mesure, à court et long terme, de l'efficacité du programme.

## ATLANTIC REGION / RÉGION DE L'ATLANTIQUE

### NEW BRUNSWICK / NOUVEAU-BRUNSWICK

---

#### THE MURIEL MCQUEEN FERGUSSON CENTRE FOR FAMILY VIOLENCE RESEARCH

c/o University of New Brunswick  
678 Windsor Street  
Fredericton, New Brunswick  
E3B 5A3

##### *PRISM Initiative Phase 3 - Probing Rural Issues Selecting Methods to Address Abuse of Women and Girls*

"Probing Rural Issues Selecting Methods to address Abuse of Women and Girls" means identifying and enhancing conditions and resources that will help rural women and girls live in relationships free from violence. Previous phases of the initiative have identified and researched better practices across Atlantic by using consultative approaches. Now, the goal of this 12-month, Phase III initiative is to promote policy formulation and action that is sensitive to the findings of analyses. Phase III is vital to harmonizing theory, research, practice, approaches and social change. The group will use strategic activities to promote action through public engagement, direct information with potential users, and involvement of sector specific champions and mentors in the knowledge transfer process. Their evaluation plan will spring the work plan. They will report on outcomes and strategic processes with set out of indicators of success for their communication/work plan by including evaluative tools based on analytical lenses.

**Supplement:** The organization will expand their activities to include a Communication Plan entitled "Building Reflective Processes". The group will develop a generic PowerPoint presentation to facilitate a one-day workshop on the Building Reflective processes into Programs and Policy Development and Evaluation resource. They will then, in collaboration with local champions, identify an appropriate target audience in strategic locations across the Atlantic region and organize regional workshops with local audiences to ensure a greater usage of the resource. They plan to deliver 10 workshops (2 in Newfoundland, 1 in Labrador, 3 in Nova Scotia (two Anglophone, one Francophone), 2 in PEI, 2 in New Brunswick (one Anglophone, one Francophone)). The expected outcome is to enable the group to successfully implement dissemination of knowledge components of Phase III and ensure the progressive uptake of the findings. This will increase the ability of the users to understand and implement the tool according to their own circumstances.

**\$15,000**

##### *[Méthodes de sélection pour un examen minutieux des problèmes ruraux afin de contrer la violence faite aux femmes et aux filles, phase III]*

Cette initiative consistera à cerner et à améliorer les conditions et les ressources qui aideront les femmes et les filles des régions rurales à vivre des relations libres de violence. Au cours des phases de consultation antérieures de cette initiative, le Centre a cerné et exploré des pratiques exemplaires utilisées au Canada Atlantique. Cette phase III, échelonnée sur 12 mois, visera à promouvoir l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques tenant compte des conclusions des analyses. Cette phase est essentielle à l'harmonisation de la théorie, de la recherche, des pratiques, des approches et des changements sociaux. Le Centre aura recours à des activités stratégiques pour promouvoir la prise de mesures grâce à l'engagement public, à la diffusion de renseignements à l'intention des utilisatrices éventuelles et à la participation de championnes et de conseillères au processus de transfert des connaissances. Les rapports relatifs aux résultats et aux processus stratégiques seront fondés sur des indicateurs de succès de la communication et du plan de travail, lesquels comprendront des outils d'évaluation fondés sur des points de vue analytiques.

**Supplément :** L'organisme ajoutera à ses activités la rédaction d'un plan de communication, intitulé « Création de processus de réflexion ». De plus, il préparera une présentation PowerPoint générique qui servira lors d'ateliers d'une journée sur l'instauration de processus de réflexion dans les secteurs d'élaboration de programmes et de politiques ainsi que d'évaluation. Ensuite, avec l'aide des championnes et champions locaux, l'organisme définira le public cible visé à des endroits stratégiques de la région de l'Atlantique, et organisera des ateliers régionaux avec ces publics afin de favoriser l'utilisation générale des ressources. L'organisme prévoit tenir dix ateliers : deux à Terre-Neuve, un au Labrador, trois en Nouvelle-Écosse (deux en anglais et un en français), deux à l'Île-du-Prince-Édouard et deux au Nouveau-Brunswick (un en anglais et un en français). L'organisme vise à faire connaître les éléments d'information présentés dans la phase III de l'initiative et à favoriser l'utilisation graduelle des

constatations, ce qui aidera les utilisatrices à mieux comprendre l'outil et à l'exploiter en fonction de leurs besoins particuliers.

## **COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE / COALITION FOR PAY EQUITY**

154 Queen Street  
Moncton (Nouveau-Brunswick)  
E1C 1K8

### *Education and Mobilisation Around Our Proposed Pay Equity Bill and for the Adoption of Pay Equity Legislation in NB*

**\$120,000**

The Coalition for Pay Equity has reviewed its last strategic plan, evaluated the progress made and established objectives, activities and priorities to push the issue of pay equity forward. The issue of pay equity has been progressing at a steady and rapid pace since the foundation of the Coalition in 1998. A momentum has been built and must be continued in order to obtain legislation covering both the public and private sectors. This initiative will focus on a Communication Strategy to increase support across the province. Activities planned include continued mobilization efforts of legislative members, youth and other stakeholders. The Coalition's evaluation plan includes mostly written reports from members as well as media reviews.

### *(Sensibilisation et mobilisation : proposition de projet de loi sur l'égalité et adoption de la loi sur l'équité salariale au Nouveau-Brunswick)*

La Coalition pour l'équité salariale a passé en revue son plus récent plan stratégique, évalué les progrès accomplis et énoncé des objectifs, des activités et des priorités visant à faire progresser le dossier de l'équité salariale. Depuis la formation de la Coalition en 1998, les progrès en faveur de l'équité salariale sont nombreux et probants. Une dynamique favorable a été créée et il faut la maintenir afin de faire adopter le projet de loi qui réglementerait les secteurs privé et public. Au coeur de l'initiative, un plan de communication vise à élargir la base d'appui dans toutes les régions de la province. La Coalition prévoit aussi des activités pour poursuivre les efforts de mobilisation des députées et députés, des jeunes et des autres intervenantes et intervenants. Le plan d'évaluation de la Coalition comprend essentiellement des rapports rédigés par des membres et des articles des médias.

## **NB COALITION OF TRANSITION HOUSES**

P.O. Box 342  
St. Stephen, New Brunswick  
E3L 2X2

### *Reaching Out: Best Practices to Enhance N.B. Shelter Services for Abused Women and their Children*

**\$75,000**

This initiative will assist the NB Coalition of Transition Houses to examine better ways to operate more efficiently within its diverse membership thus ensuring a stronger unified voice capable of meeting the needs of abused women and children in New Brunswick. This initiative will also help identify the specific needs of each linguistic community (rural, urban, Aboriginal, Francophone and Anglophone). The goal is to strengthen collaboration among its members, governments and various other partners. A needs assessment will be used to determine the future direction for "The New Brunswick Coalition of Transition Houses", and its long term commitment made in this province to be an effective lobbying group. Activities planned for this initiative include examining best practices, developing and implementing a new model, training and workshop for members as well as education and awareness across the province. The Coalition's evaluation plan includes mostly increased communication, participation and feedback from the membership as well as developing a framework for effective cooperative consultation.

### *(Offrir de l'aide : Pratiques exemplaires pour améliorer les maisons d'hébergement pour les femmes battues et leurs enfants au Nouveau-Brunswick)*

Cette initiative permettra à la Coalition des maisons de transition du Nouveau-Brunswick de chercher de meilleures façons de travailler ensemble, afin d'offrir une gamme plus cohérente de services aux femmes et enfants victimes de violence du Nouveau-Brunswick. En outre, l'initiative aidera à cerner les besoins particuliers des diverses collectivités de la province (urbaines, rurales, autochtones, francophones et anglophones). La Coalition vise à améliorer la collaboration entre ses membres, les gouvernements et les

autres partenaires. Une évaluation des besoins servira de fondement pour définir l'orientation future de la Coalition et son engagement à long terme d'être un groupe d'intérêt puissant dans la province. Dans le cadre de l'initiative, on prévoit l'examen des pratiques exemplaires, l'élaboration d'un nouveau modèle, de cours et d'ateliers pour les membres ainsi que des activités de sensibilisation à l'échelle de la province. Le plan d'évaluation de la Coalition prévoit surtout l'accroissement de communications, de la participation et des commentaires des membres ainsi que l'élaboration d'un cadre pour faciliter la consultation par coopération.

## **NEWFOUNDLAND AND LABRADOR / TERRE-NEUVE ET LABRADOR**

---

### **AD HOC FEMINIST COALITION OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR**

427 - 354 Water Street  
St. John's, Newfoundland  
A1E 3Y5

**\$70,000**

#### *Feminists Connecting and Strategizing*

The Ad Hoc Coalition of Feminists has been established to lead a proactive exercise in strategic planning around Newfoundland and Labrador economic and social issues pertinent to women from the disabled, multicultural, aboriginal and francophone communities. Fifty women throughout the province will be invited to meet in late March 2005 to prioritize issues in the areas of violence, economic and social justice and develop a blueprint for future actions as well as map their involvement and commitments to advancing these. The Coalition will monitor the activities against the proposed timeline, the women's community will be consulted and their input will be considered in the development of the sessions and participating women will be asked to participate in de-briefing at the end of each of the three days. Reports of the deliberations and recommendations will be developed and widely distributed to the community, to federal and provincial governments as well as agencies and organizations that will be impacted by these. This initiative will be evaluated against identified success indicators.

#### *(Liens et stratégies féministes)*

La *Ad Hoc Coalition of Feminists* a été créée afin de permettre la tenue d'un exercice de planification stratégique visant des enjeux socio-économiques de Terre-Neuve-et-Labrador touchant les personnes handicapées et les collectivités autochtones, ethniques et francophones de la province. En mars 2005, cinquante femmes de la province seront invitées à l'une des trois réunions d'une journée pour définir les questions prioritaires en matière de violence, de justice économique et sociale, élaborer un plan d'action et préciser leur engagement et leur participation aux efforts pour régler ces questions. La Coalition assurera le suivi des activités par rapport aux échéances proposées; les femmes de la province seront consultées et leurs commentaires seront pris en considération pour la préparation des réunions. Les participantes seront invitées à prendre part à des séances de compte rendu à la conclusion de chaque journée de réunion. Des rapports des discussions seront rédigés et des recommandations seront formulées. Les documents seront distribués à l'ensemble de la province, aux gouvernements fédéral et provincial ainsi qu'aux organismes et groupes touchés par les discussions. L'initiative sera évaluée à l'aide d'indicateurs de réussite précis.

**BRITISH COLUMBIA AND YUKON REGION / RÉGION DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET DU YUKON**

---

**IMMIGRANT AND MULTICULTURAL SERVICES SOCIETY OF PRINCE GEORGE**

1633 Victoria Street  
Prince George, British Columbia  
V2L 2L4

*Immigrant Women Achieving Social Justice*

This initiative will raise awareness about the diverse realities of new immigrant women in a northern urban centre of British Columbia and about the social, economic and cultural impact on the community if public policies, programs and services fail to support their settlement. Participatory action research will document the experiences of and barriers faced by immigrant women from different cultures and geographic areas, such as Russia, French-speaking Africa and Asia. A broad range of women's equality and human rights issues, including spousal abuse, racial and gender stereotyping and globalization will be brought to the attention of the public, policy makers and local media. In consultation with community partners through meetings and a public forum, recommendations will be developed for city planners, programmers, service providers and government officials engaged in immigration, immigrant settlement and multiculturalism policy-making regarding the steps that need to be taken to address priority issues identified in the report. Focus groups will be used to gather information for research and evaluation of the initiative.

**\$24,025**

*(Les immigrantes et la justice sociale)*

Cette initiative de sensibilisation vise à faire connaître les diverses réalités des immigrantes d'un centre urbain du nord de la Colombie-Britannique ainsi que les répercussions socioéconomiques et culturelles sur la collectivité du manque d'intégration de ces femmes à la vie du pays, en raison de la faiblesse des politiques, programmes et services gouvernementaux. Une recherche-action participative permettra de documenter les expériences vécues et les obstacles rencontrés par les immigrantes de différentes cultures et origines géographiques, comme la Russie et l'Afrique et l'Asie francophone. Les travaux visent à sensibiliser le grand public, les décideurs et les médias locaux sur une foule de sujets concernant l'égalité et les droits des femmes, y compris la violence conjugale, les stéréotypes fondés sur la race et le sexe ainsi que la mondialisation. Par le biais de réunions et d'un forum public, des consultations seront menées avec les partenaires afin de formuler des recommandations à l'intention des responsables de la planification urbaine, de programmes et de services ainsi que des représentantes et représentants gouvernementaux qui s'occupent de l'élaboration de politiques en matière d'immigration, d'établissement des immigrantes et immigrants et de multiculturalisme. Les recommandations aideront ces personnes à définir les mesures à prendre pour régler les problèmes prioritaires mentionnés dans le rapport. En outre, des groupes de discussion seront créés pour recueillir de l'information aux fins de la recherche et de l'évaluation de l'initiative.



**WORKING GROUP ON WOMEN'S ACCESS TO MUNICIPAL SERVICES**

Department of Geography and Environmental Studies - Carleton University  
1125 Colonel By Drive  
Ottawa, Ontario  
K1S 5B6

*“Best Practices for Integrating Gender Equality Into Decision-Making in the City of Ottawa”*

**\$50,000**

The Working Group on Women's Access to Municipal Services in Ottawa will develop strategies to increase gender sensitivity in City of Ottawa's decision-making processes. Through close collaboration between City of Ottawa staff, community women's organizations, and individuals, the Working Group will build on its previous initiative and extend the rationale for more thoroughly incorporating gender- (and diversity-) inclusive approaches throughout the municipality. The group will point out to City Council and staff specific measures and issues that indicate either a problem regarding gender equality or evidence of success. To accomplish, the group will: establish a partnership between the City and women's groups (this will constitute the Working Group's decision-making structure); collect a wide range of information about best practices; choose implementation strategies based on an understanding of the traditions and practices of the City of Ottawa. The Working Group has developed a thorough, comprehensive evaluation plan to assess the degree to which the initiative achieves its objectives. The group will then produce a report and distribute it widely.

**Supplement:** The Working group now called City for All Women Initiative (CAWI) has had a larger impact than originally planned. The City of Ottawa has recognized the significant contribution diverse women can bring to creating a better city. Therefore, the group is requesting supplemental funds in order for them to work with the Community and Protective Service Department of the City of Ottawa to incorporate an integrated and equity analysis into their departmental strategic plan, going one step further than originally planned for this initiative. The next 6 months will be key toward furthering results and consolidating their learning on how to create gender-inclusive practices at the municipal level.

*[Meilleures pratiques d'intégration des considérations liées à l'égalité des sexes aux processus décisionnels de la Ville d'Ottawa]*

Le groupe élaborera des stratégies afin d'améliorer la considération des particularités propres à chacun des sexes dans les décisions municipales. Fort d'une étroite collaboration entre le personnel de la Ville d'Ottawa, les groupes communautaires de femmes et diverses personnes, il poussera plus loin le travail amorcé lors de sa précédente initiative afin de mieux intégrer l'égalité entre les sexes (et la diversité) dans l'ensemble de l'administration municipale. Le groupe signalera au conseil et au personnel de la Ville les mesures et questions précises qui indiquent soit un problème soit des progrès en matière d'égalité.

À cette fin, le groupe : établira un partenariat entre la municipalité et les groupes de femmes (qui lui tiendra lieu de structure décisionnelle); recueillera une vaste gamme d'informations sur les pratiques exemplaires; choisira des stratégies de mise en oeuvre fondées sur la compréhension des traditions et des pratiques de la Ville d'Ottawa. Le groupe de travail a élaboré un plan d'évaluation complet pour déterminer dans quelle mesure l'initiative atteint ses objectifs. Il produira ensuite un rapport qui sera largement diffusé.

**Supplément :** Le groupe de travail, rebaptisé «Une ville pour toutes les femmes» a eu une incidence plus forte que prévu. Ainsi, la ville d'Ottawa a officiellement reconnu l'apport majeur de la diversité des femmes à la création d'une ville meilleure. Le groupe demande donc des fonds additionnels pour lui permettre de travailler avec les Services communautaires et de protection de la ville d'Ottawa pour inclure une analyse intégrée en matière d'égalité dans le plan stratégique de ce service municipal. Il s'agit d'une étape additionnelle au plan initial dressé pour l'initiative. Les six prochains mois constitueront pour les responsables une phase charnière de leurs efforts pour atteindre des résultats et accroître leurs connaissances sur l'instauration de pratiques qui tiennent compte des femmes et des hommes dans les administrations municipales.